

**DEMANDE DE DISPENSE DU PRELEVEMENT A TITRE D'ACOMPTE SUR LES REVENUS DE
CERTAINS PRODUITS DE PLACEMENT A PERCEVOIR EN 2020**

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

(A formuler avant le 30 novembre 2019 - Article 242 quater du Code Général des Impôts)

Le .. / .. /

Je soussigné(e) ..

Demeurant

Résident de France au sens de la législation fiscale, atteste sur l'honneur **sous ma propre et entière responsabilité** remplir les conditions pour bénéficier en 2020 de la dispense du prélèvement à titre d'acompte sur les revenus de certains produits de placement (intérêts et dividendes au taux en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2020) selon les indications fournies ci-après :

Pour les personnes ci-dessous composant mon foyer fiscal :

Prénom		Nom		Date de naissance	
Prénom		Nom		Date de naissance	
Prénom		Nom		Date de naissance	
Prénom		Nom		Date de naissance	
Prénom		Nom		Date de naissance	

Je demande à être dispensé(e) du prélèvement à titre d'acompte sur :

les intérêts* des placements afférents aux comptes et produits ci-dessous ainsi qu'à tout produit ou compte similaire ouvert postérieurement à la date de la présente attestation (le revenu fiscal de référence de 2018 apparaissant sur l'avis IR 2019 > du foyer fiscal auquel j'appartiens étant inférieur à 25 000 euros pour un célibataire ou 50 000 euros pour un couple soumis à imposition commune)

Si l'un des signataires est entrepreneur individuel, il reconnaît avoir été informé que la demande de dispense s'appliquera aux comptes détenus à titre privé comme à titre professionnel.

** Intérêts, et produits de toute nature de fonds d'Etat, obligations, titres participatifs, bons et autres titres de créances, dépôts, cautionnements et comptes courants, notamment les intérêts de compte sur livret et de dépôt à terme ...*

les dividendes d'actions et revenus distribués** afférents aux comptes et produits ci-dessous ainsi qu'à tout produit ou compte similaire ouvert postérieurement à la date de la présente attestation (le revenu fiscal de référence de 2018 apparaissant sur l'avis IR 2019 du foyer fiscal auquel j'appartiens étant inférieur à 50 000 euros pour un célibataire ou 75 000 euros pour un couple soumis à imposition commune)

*** Revenus distribués mentionnés aux articles 108 à 117 bis et 120 à 123 bis du Code Général des Impôts relatifs notamment aux dividendes.*

Liste des comptes et produits détenus par le foyer fiscal (seuls les produits fiscalisés sont concernés par cette dispense) :

N° compte placement 1		Libelle produit	
N° compte placement 1		Libelle produit	
N° compte titre 1		Libelle produit	
N° compte titre 2		Libelle produit	

Je reconnais être informé(e) que cette demande de dispense porte sur le prélèvement appliqué aux intérêts et aux dividendes à titre d'acompte (au taux en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2020) augmenté des prélèvements sociaux prélevés lors du versement de ces revenus (au taux en vigueur à compter de cette même date).

Je reconnais, aussi, être informé(e) que l'option fiscale relative aux modalités définitives d'imposition des revenus de capitaux mobiliers est à déterminer, sous ma propre et entière responsabilité, lors de la déclaration de mes revenus.

Cette option pourrait être exercée quel que soit le choix que j'ai effectué pour la présente demande de dispense.

Je reconnais être informé(e) que cette demande de dispense s'applique de façon irrévocable aux revenus payés en 2020 pour **tous mes comptes concernés détenus à la Caisse régionale de Centre Ouest (comptes individuels détenus par les personnes signataires ou comptes joints entre personnes représentées ou signataires composant mon foyer fiscal)**, ainsi qu'à tout produit ou compte similaire ouvert dans la même Caisse postérieurement à la date de la présente attestation. Cette demande ne concerne pas les comptes détenus dans d'autres établissements bancaires ou Caisses régionales. Elle ne couvre les comptes codétenus avec des personnes n'appartenant pas au même foyer fiscal que si tous les codétenteurs de ces comptes ont présenté une demande de dispense.

Je reconnais être informé(e) des sanctions applicables aux contribuables ayant fourni irrégulièrement une attestation à leur établissement payeur afin d'être dispensés du paiement de ces prélèvements (amende égale à 10% du montant des prélèvements pour lesquels la demande de dispense a été formulée à tort). Je reconnais que **cette attestation ne produit d'effet que pour les revenus perçus pendant l'année qu'elle vise.**

J'ai remis une copie de mon avis d'imposition – FACULTATIF.

Fait en 2 exemplaires à

Le .. / .. /

Le(s) titulaire(s) majeur(s)

Les informations recueillies ci-dessus par la Caisse Régionale de Centre Ouest, en qualité de responsable de traitement sont obligatoires et nécessaires au traitement de votre demande. Le défaut de communication de celles-ci dans les délais prévus rendra impossible la mise en place de la dispense objet de la présente demande. Ces informations pourront être transmises à l'administration fiscale ; en aucun cas elles ne sont utilisées à d'autres fins. En application de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée, les personnes dont les données sont traitées disposent d'un droit d'accès, de rectification, de modification et de suppression sur leurs données. Ce droit peut s'exercer en écrivant par lettre simple à la Caisse régionale. Les frais de timbre seront remboursés sur simple demande.

Protection des Données - Secret professionnel

1 – Protection des données personnelles

Le présent article vous permet, en votre qualité de personne physique Client, Utilisateur, Titulaire ou signataire du présent contrat, de disposer d'une information synthétique et globale sur les traitements de données personnelles opérés par la Caisse Régionale.

Vous pouvez accéder à une information détaillée sur les traitements réalisés par la Caisse Régionale sur vos données personnelles, notamment concernant les finalités des traitements, les bases légales permettant à la Caisse Régionale de traiter les données, leurs durées de conservation, leurs destinataires et, le cas échéant, les transferts de celles-ci vers un pays non membre de l'Union européenne ainsi que les garanties mises en œuvre, en consultant la Politique de protection des données personnelles, accessible sur Internet à l'adresse suivante : <https://www.ca-centreouest.fr/politique-de-protection-des-donnees-personnelles-des-caisses.html> ou disponible sur simple demande dans votre agence.

Les données personnelles que nous recueillons auprès de vous dans le cadre de notre relation, y compris pour le fonctionnement du produit ou du service auquel vous souscrivez par le présent contrat, sont nécessaires à plusieurs titres, notamment :

- pour l'exécution des contrats relatifs aux produits et services que vous avez souscrits avec nous,
- pour satisfaire à nos obligations légales,
- pour poursuivre nos intérêts légitimes, dans le respect de vos droits.

A ce titre, certaines données collectées ou traitées peuvent être requises par la réglementation ou être nécessaires pour la conclusion de contrats. Vos données personnelles peuvent être recueillies à travers différents canaux de communication, notamment en agence, par téléphone ou sur les sites et applications mobiles de la Caisse Régionale.

Nous utiliserons vos données personnelles principalement pour les finalités suivantes : la gestion de notre relation au quotidien, de nos produits et services bancaires et assurantiels ; le recouvrement, la gestion du contentieux et de la preuve ; la prospection et l'animation commerciale ; l'évaluation et la gestion du risque, la sécurité et la prévention des impayés et de la fraude ; et le respect des obligations légales et réglementaires, notamment en matière de lutte contre le blanchiment. Nous pouvons avoir recours à des opérations de ciblage ou de profilage afin de vous proposer un conseil et des offres personnalisées, un service de plus grande qualité et vous fournir tous les éléments pour vous aider à prendre les meilleures décisions.

Nous conservons et traitons vos données personnelles pour la durée nécessaire à la réalisation de la finalité poursuivie. La durée maximum de conservation est celle correspondant à la durée de la relation contractuelle ou de la relation d'affaires. Cette durée peut être augmentée des délais nécessaires à la liquidation et la consolidation des droits et des durées légales de conservation et de prescription. Pour satisfaire à nos obligations légales ou répondre aux demandes des régulateurs et des autorités administratives, ainsi qu'à des fins de recherches historiques, statistiques ou scientifiques, nous pourrions être amenés à archiver vos données dans les conditions prévues par la loi.

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Centre-Ouest société coopérative à capital variable, agréée en qualité d'établissement de crédit, dont le siège social est : 29 Boulevard de Vanteaux 87044 Limoges Cedex 1 - 391 007 457 RCS Limoges - code APE 6419 Z
Société de courtage d'assurance immatriculée au Registre des intermédiaires en Assurance sous le numéro 07 022 854
Garantie financière et assurance de responsabilité civile professionnelle conformes aux articles L 512-6 et L 512-7 du Code des Assurances
Téléphone 05 55 05 75 50 - Télécopie 05 55 05 72 02

Paraphe(s)

ex Crédit Agricole

Nous vous informons que vos données personnelles pourront être transmises aux destinataires mentionnés à l'article 2 « Secret professionnel ».

Vous pouvez à tout moment dans les conditions prévues par la loi, accéder à vos données personnelles, vous opposer pour motif légitime à leur traitement, les faire rectifier, demander leur effacement, la limitation de leur traitement, leur portabilité, ou communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès.

Vous pouvez également, à tout moment et sans justification vous opposer à l'utilisation de vos données à des fins de prospection commerciale par la Caisse Régionale ou par des tiers. Vous pouvez enfin, lorsque le traitement a pour base légale le consentement, retirer ce consentement. Pour ce faire, il vous suffit d'écrire par lettre simple à : Crédit Agricole Centre Ouest, Service Accompagnement Réclamations, 68, avenue Pierre de Coubertin, 36014 CHATEAUROUX Cedex. Les frais de timbre vous seront remboursés sur simple demande de votre part.

Veuillez noter que l'exercice de certains de ces droits pourra empêcher la Caisse Régionale de fournir, selon les cas, certains produits ou services.

La Caisse Régionale a désigné un Délégué à la Protection des Données, que vous pouvez contacter aux adresses suivantes :
Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Centre Ouest / DPO / 29 boulevard de Vanteaux / BP 509 - 87044 Limoges Cedex.
DPO@ca-centreouest.fr.

En cas de contestation, vous pouvez former une réclamation auprès de la CNIL dont le site internet est accessible à l'adresse suivante <http://www.cnil.fr> et le siège est situé 3 Place de Fontenoy, 75007 Paris.

Les données personnelles recueillies par la Caisse Régionale au cours de la relation bancaire conformément aux finalités convenues peuvent, à l'occasion de diverses opérations, faire l'objet d'un transfert vers un pays membre ou non de l'Union européenne. Dans le cadre d'un transfert vers un pays non membre de l'Union européenne, des garanties assurant la protection et la sécurité de ces données ont été mises en place.

2 – Secret professionnel

Les opérations et les données personnelles sont couvertes par le secret professionnel auquel la Caisse Régionale est tenue. Toutefois, pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires, la Caisse Régionale est parfois tenue de communiquer des informations aux autorités judiciaires ou administratives légalement habilitées. Ainsi, par exemple, certaines informations doivent être adressées à l'administration fiscale (déclaration des ouvertures de comptes, déclaration de revenus de capitaux mobiliers) ou encore à la Banque de France (fichier des interdictions bancaires, fichier des incidents de remboursement de crédit). En outre, vous autorisez expressément la Caisse Régionale à partager les données vous concernant et leurs mises à jour avec les tiers suivants :

- a) l'organe central du Groupe Crédit Agricole, tel que défini par le Code monétaire et financier, afin que celui-ci puisse satisfaire, au bénéfice de l'ensemble du Groupe, à ses obligations légales et réglementaires, notamment en matière de déclarations prudentielles auprès de toute autorité ou tout régulateur compétent ;
- b) toute entité du Groupe Crédit Agricole, à des fins de prospection commerciale ou de conclusion de contrats,
- c) les médiateurs, auxiliaires de justice et officiers ministériels dans le cadre de leurs missions de recouvrement de créances, ainsi que les personnes intervenant dans le cadre de la cession ou du transfert de créances ou de contrats ;
- d) les bénéficiaires de virement de fonds et à leur prestataire de service de paiement à des fins de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et dans le respect de la réglementation en matière d'embargos et de sanctions internationales ;
- e) les partenaires de la Caisse Régionale, pour vous permettre de bénéficier des avantages du partenariat auquel elle a adhéré, le cas échéant, et ce dans le cadre exclusif des accords de partenariat ;
- f) les sociétés du Groupe Crédit Agricole chargées de la gestion ou de la prévention de risques opérationnels (évaluation du risque, sécurité et prévention des impayés et de la fraude, lutte contre le blanchiment des capitaux...) au bénéfice de l'ensemble des entités du Groupe ;
- g) toute entité du Groupe Crédit Agricole en cas de mise en commun de moyens ou de regroupement de sociétés afin de permettre à ces entités de réaliser les missions faisant l'objet de cette mise en commun ;
- h) les sous-traitants de la Caisse Régionale et notamment ceux participant à la gestion des produits ou services et à l'offre de produits bancaires ou financiers, et ce pour les seuls besoins des travaux de sous-traitance ;
- i) Crédit Agricole SA ou toute entité du Groupe, et leurs sous-traitants, dans le cadre de la mise en place de systèmes informatisés d'analyse des données des clients des entités du Groupe Crédit Agricole ayant pour objet l'élaboration et/ou l'utilisation de modèles algorithmiques prédictifs, notamment de notation (« scoring »), avec comme finalités (i) la passation, la gestion et l'exécution de contrats relatifs à des produits bancaires et/ ou assurantiels, (ii) l'amélioration des services qui vous sont rendus et l'adéquation des produits bancaires et/ou assurantiels qui vous sont proposés, (iii) l'élaboration de statistiques et d'études actuarielles et simulations relatives aux contrats conclus avec la banque et (iv) la lutte contre la fraude ;
- (j) Vous autorisez également la Caisse Régionale à communiquer vos coordonnées personnelles (dans la limite de ce qui est nécessaire à l'enquête) à des instituts d'enquêtes ou de sondages, agissant pour le compte exclusif de la Caisse Régionale, à des fins statistiques, sachant qu'il n'est pas tenu de répondre à leurs sollicitations et que ses données sont détruites après traitement.